

LE PRADET (Var)



22-ARR-PM-PERM-138

**ARRÊTÉ****Règlementation des stationnements sur des voies ouvertes, hors emplacements prévus.**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet (Var), Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3 ;

**VU** le Code de la route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 110-1, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 417-6 et suivants, R 417-10 et suivants ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 et 644-2 ;

**VU** la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, conformément à la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

**VU** la demande effectuée par le cabinet du Maire et l' élu à la police municipale

**Considérant** que le stationnement désigne l'immobilisation d'un véhicule sur la voie publique hors les circonstances caractérisant l'arrêt.

**Considérant** que l'arrêt ou le stationnement de véhicules en dehors des emplacements prévus peut entrainer une gêne à la circulation des usagers et aux déplacements des piétons, agissant de ce fait sur la sécurité et/ou la mise en danger d'autrui.

**Considérant** que l'arrêt ou le stationnement de véhicules sur les emplacements non autorisés dans les lotissements génère des dégradations, peuvent perturber l'accès et la circulation des véhicules de collecte des ordures ménagères et de tri, les véhicules de secours et de lutte contre l'incendie, ainsi que ceux des concessionnaires des ouvrages ou équipements en communs.

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de tous les usagers du domaine public.

**ARRÊTIONS**

**Article 1 :** Le stationnement s'effectue obligatoirement sur les emplacements délimités, matérialisés par un marquage au sol et en dehors de ces emplacements, tout stationnement est interdit.

Tout stationnement gênant la desserte et l'accès à une propriété, la circulation routière, le dégagement ou l'accès à d'autres véhicules, ou tout autre stationnement pouvant compromettre la sécurité des usagers ou des piétons est strictement interdit.

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté ne s'applique pas :

- Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque les praticiens sont en intervention,
- Aux véhicules des services de secours et de lutte contre l'incendie,
- Aux véhicules des services de police, d'intervention urgente et de dépannage de certains services.

**Article 3 :** Le stationnement de véhicule « à cheval » sur deux emplacements, quand il est prouvé que cela a été fait délibérément, est interdit.

**Article 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

**Article 7 :** Madame La Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

<b>CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE</b>
<b>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b> - Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.